

BUREAU DE PROGRAMME DU CONSEIL DE L'EUROPE À SKOPJE | RESULTATS EN 2025



Depuis 2012, le Bureau de programme du Conseil de l'Europe à Skopje est un partenaire de confiance des institutions nationales, de la société civile et des organisations internationales. Grâce à son expertise technique et au dialogue, le Bureau de programme **aide la Macédoine du Nord à protéger les droits humains, à renforcer la démocratie et à consolider l'État de droit.**

La plupart des activités sont mises en œuvre dans le cadre d'actions conjointes de **l'Union européenne et du Conseil de l'Europe relevant du programme « Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Türkiye »**, qui porte sur les réformes du système judiciaire, la lutte contre la corruption et la criminalité économique, la liberté d'expression et la protection des groupes vulnérables. Ensemble, **ces efforts rapprochent les institutions et les citoyens des valeurs et normes européennes communes.**

EN CHIFFRES : UNE PLATEFORME D'ACTION (AU 1ER JANVIER 2026)



17 MEMBRES DU PERSONNEL DÉDIÉS, Y COMPRIS 15 TRAVAILLANTS SUR DES PROJETS.



10 PROJETS RÉGIONAUX ET 7 PROJETS NATIONAUX, DONT :

- 6 ACTIONS PHARES DE L'UE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE DANS LE CADRE DE LA « FACILITÉ HORIZONTALE POUR LES BALKANS OCCIDENTAUX ET LA TÜRKIYE ».
- 1 PROJET FINANCÉ PAR DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES.

POURQUOI VOTRE IMPLICATION EST IMPORTANTE

Toute réforme repose sur le partenariat et un objectif commun. Le travail du Conseil de l'Europe en Macédoine du Nord est rendu possible grâce au soutien conjoint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe. Ensemble, nous contribuons à renforcer les institutions, à rendre les communautés plus sûres et à créer une société plus inclusive, fondée sur la justice et l'égalité.

IMPACT DU TRAVAIL DU CONSEIL DE L'EUROPE EN MACÉDOINE DU NORD



PROMOUVOIR L'ACCÈS À LA JUSTICE

La justice à la portée de tous. Dans sept villes, plus de 1 500 citoyens ont appris comment accéder à la justice grâce à une aide juridique gratuite, complétée par des campagnes médiatiques qui ont touché plus de 200 000 personnes. Ces efforts à l'échelle nationale ont rendu la justice plus accessible, permettant aux citoyens de faire valoir leurs droits et réduisant les obstacles pour les personnes en situation de vulnérabilité.

Lutter contre la traite des êtres humains par la pratique. Pour la première fois en Macédoine du Nord, plus de 70 professionnels, dont des juges, des procureurs, des avocats, des travailleurs sociaux, des inspecteurs du travail et des représentants d'ONG, ont participé à une simulation innovante de procès dans une affaire de traite des êtres humains. Cette expérience pratique a permis de combler les fossés entre les institutions, de renforcer la collaboration et d'accroître considérablement la capacité des participants à identifier et à poursuivre efficacement les infractions liées à la traite.

ÉDUCATION, INCLUSION ET ÉCOLES PLUS SÛRES

Des écoles qui défendent l'inclusion. Dans 25 écoles pilotes, les enseignants et les élèves ont réaménagé les salles de classe afin de refléter les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits humains et de citoyenneté démocratique. Ces environnements favorisent désormais la participation, l'inclusion et le respect, garantissant une éducation de qualité pour chaque enfant.

Des écoles plus sûres, des communautés plus fortes. Grâce à des lignes directrices pratiques et à des ateliers de formation, les parents, les enseignants et les responsables scolaires sont mieux armés pour prévenir et lutter contre le harcèlement et les discours haineux. Ces initiatives favorisent des environnements d'apprentissage plus sûrs et plus respectueux pour les enfants et les adolescents.

LUTTER CONTRE LA CRIMINALITÉ ÉCONOMIQUE

Renverser la tendance en matière de criminalité économique. Grâce à des évaluations nationales complètes des risques, les institutions ont amélioré leur compréhension des risques liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme dans les secteurs traditionnels et émergents tels que les actifs virtuels. Cette approche fondée sur des données probantes a ouvert la voie à une nouvelle stratégie nationale de lutte contre la criminalité économique, renforçant l'intégrité et la responsabilité institutionnelle.

LIBERTÉ DES MÉDIAS ET SÉCURITÉ DES JOURNALISTES

Préserver la liberté des médias. Plus de 120 professionnels, dont des juges, des procureurs, des avocats, des policiers et des journalistes, ont été formés pour identifier et contrer les poursuites stratégiques contre la participation publique (SLAPP). Le renforcement de leurs capacités a permis de mieux protéger les médias contre l'intimidation judiciaire et de renforcer leur résilience.

INTÉGRATION DES ROMS

Sécurité et dignité pour la communauté rom. 54 familles roms ont obtenu la propriété officielle de leur logement, garantissant ainsi leur droit d'occupation légal et leur dignité personnelle. Pour beaucoup, cela a marqué un premier pas vers l'inclusion sociale, la stabilité financière et la reconnaissance, preuve que l'état de droit peut transformer des vies au niveau communautaire.